



Aidspace

Independent observer
of the Global Fund

LE FONDS MONDIAL DOIT ACCEPTER PLUS DE RISQUES POUR ATTEINDRE SES OBJECTIFS DANS LE CADRE DE LA COVID-19

Le Secrétariat du Fonds mondial a rendu compte de la gestion des risques de l'organisation lors de la 44e réunion du Conseil d'administration, qui s'est tenue de manière virtuelle pour la deuxième fois cette année. Le rapport indique que la COVID-2019 a modifié l'environnement dans lequel le Fonds mondial investit et qu'il est devenu plus difficile d'atteindre les objectifs fondamentaux de l'organisation. La COVID-19 a accru les risques existants et en a introduit de nouveaux. Ainsi, le Secrétariat demandera au Conseil d'administration, par l'intermédiaire de ses comités permanents, d'augmenter le niveau de risque (appétit pour le risque) que le Fonds mondial est prêt à prendre pour atteindre ses objectifs. Il est probable que les discussions du Conseil d'administration lui permettent d'approuver la prise de risques supplémentaires

Le Fonds mondial utilise un classement à quatre niveaux pour répertorier les niveaux de risque, allant de "faible" à "modéré", "élevé" à "très élevé". Le présent article se concentre sur les principales catégories de risque suivantes : prestation de services, approvisionnement et chaîne d'approvisionnement dans le pays, aspects financiers et fiduciaires, et suivi et évaluation (S&E).

COVID-19 introduit de nouveaux risques dans les opérations du Fonds mondial

Les niveaux de risque dans ces différentes catégories peuvent augmenter au cours des six à douze prochains mois ou sur une période plus longue (douze mois ou plus). La pandémie de COVID-19 a déclenché une réaction en chaîne qui pourrait avoir un impact sur la prestation de soins de santé de qualité, en particulier pour les trois maladies.

Qualité des programmes de lutte contre le VIH, la tuberculose (TB) et le paludisme

Le risque de ne pas offrir des programmes de qualité en matière de VIH peut passer du niveau "élevé"

actuel au niveau “très élevé”. Les restrictions de mouvement liées à la COVID-19 ont réduit les activités de prévention ciblant les populations clés et vulnérables. Il existe un risque de ne pas atteindre l’objectif de réduction des nouvelles infections par le VIH. Les premières données recueillies par le Fonds mondial et le Programme commun des Nations unies sur le VIH et le sida (ONUSIDA) ont brossé un tableau mitigé. Certaines activités de prévention, comme la circoncision médicale masculine volontaire (CMV) et la prévention de la transmission de la mère à l’enfant (PTME), ont connu un déclin, tandis que d’autres, comme les services de réduction des risques, ont mieux résisté. Les données préliminaires suggèrent également que le traitement des patients continue en dépit des perturbations.

Pour la tuberculose, les risques sont “élevés”, mais le Secrétariat ne s’attend pas à ce qu’ils deviennent “très élevés” à court terme. Le partenariat du Fonds mondial est en bonne voie pour atteindre son objectif d’identifier 1,5 million de cas de tuberculose manquants. Il avait identifié 1,2 million cas manquants au premier trimestre 2020. Cependant, [COVID-19 a réduit l’impact des programmes de lutte contre la tuberculose](#) : les visites de patients dans les établissements de santé ont été moins nombreuses, et le personnel et le matériel ont été réaffectés des services de lutte contre la tuberculose pour fournir le traitement de la COVID-19. En outre, les similitudes entre les symptômes de la tuberculose et ceux de la COVID-19 ont entraîné une stigmatisation et une discrimination accrues à l’égard des patients tuberculeux. Cela a découragé les patients tuberculeux de chercher à se faire soigner. Par ailleurs, des perturbations importantes dans les soins aux tuberculeux se sont produites dans les pays où la tuberculose est très répandue, comme en Inde. Par conséquent, le Fonds mondial risque de ne pas atteindre l’objectif consistant à identifier 1,5 million de cas de tuberculose manquants.

Les niveaux de risque pour le paludisme sont “élevés”, bien que les campagnes de distribution de moustiquaires aient eu lieu ou soient en cours dans 36 pays sur 38, malgré la COVID-19. De même, la chimioprévention du paludisme saisonnier (SMC), qui implique la distribution de médicaments contre le paludisme aux enfants de moins de cinq ans dans les zones de transmission saisonnière élevée pendant la saison du paludisme, était en bonne voie dans 11 pays. Toutefois, la réduction généralisée des visites dans les établissements signifie qu’un nombre moindre de personnes vulnérables ont reçu des soins appropriés contre le paludisme. De nombreuses perturbations dans les soins en établissement se sont produites dans les pays à forte incidence de paludisme. Le rapport dresse la liste des 27 pays clés dans lesquels ce risque est apparu. À l’exception de l’Inde, presque tous les pays se trouvent en Afrique, et ils incluent le Nigeria et la République démocratique du Congo.

Achats et chaîne d’approvisionnement

Ce risque est important car 40 à 60 % des subventions sont allouées à l’achat des produits de base. Ce pourcentage est plus élevé en Afrique subsaharienne, où une plus grande proportion des subventions est affectée aux produits de santé. Le risque est “élevé”.

Certains matériaux, tels que les matières premières et les ingrédients actifs clés ou les équipements de protection individuelle, sont en pénurie. Certains fabricants ont déplacé leur production ou leur chaîne logistique pour lutter contre la COVID-19 (au détriment des trois maladies). Cela a pu entraîner une diminution de la production de réactifs ou de tests de diagnostic rapide, de médicaments ou un retard dans la livraison de ces produits. En outre, les interdictions d’exportation et la réduction des capacités de fret ont pu réduire la disponibilité de certains matériaux ou augmenter les coûts de distribution.

Enfin, certains bénéficiaires principaux ont retardé le placement de leurs commandes en raison des perturbations liées à la COVID-19. Heureusement, ce retard ne semble pas avoir eu un impact programmatique important.

Bien que 84 pays (79 % des pays bénéficiaires) n’aient signalé aucun problème de chaîne d’approvisionnement, beaucoup d’entre eux pourraient être confrontés à des ruptures de stock ou à un

stock tampon insuffisant (stock nécessaire pour trois ou six mois).

Risque financier et fiduciaire

Le risque dans la catégorie financière et fiduciaire reste “modéré”, bien qu’il ait augmenté en raison de la passation de marchés d’urgence et d’une augmentation de la probabilité de fraude.

Suivi et évaluation (M&E)

Le risque pour le suivi et l’évaluation est “élevé” en raison des rapports tardifs et incomplets, de problèmes de qualité des données et de retards dans le déploiement prévu des systèmes d’information sanitaire au niveau district ou d’autres initiatives de renforcement du système. Bien que les systèmes d’information de la gestion de la santé (HMIS) restent sur la bonne voie dans la plupart des pays, le manque de supervision dû aux restrictions de mouvement et à la réaffectation du personnel en raison de COVID-19 peut affecter la qualité des données.

Droits humains et égalité femmes-hommes

Ce risque était “élevé” avant la COVID-19 et le restera. La COVID-19 a entraîné une augmentation des violations des droits humains à l’encontre des populations clés et vulnérables, tandis que la mise en œuvre de programmes visant à réduire les obstacles aux services liés aux droits humains et au genre a été réduite. Les mesures de prévention de la COVID-19 ont également réduit l’engagement des communautés dans les programmes et les processus du Fonds mondial.

Mesures d’atténuation des risques

Le Fonds mondial a mis en place différents types de mesures d’atténuation des risques pour maintenir le cap dans le cadre de la COVID-19.

Le Secrétariat se concentrera sur les pays qui sont confrontés aux interruptions de services les plus importantes pour les trois maladies. Il élargira également la possibilité de distribuer des produits de santé et de prévention pour une durée plus longue allant jusqu’à plusieurs mois, réduisant ainsi la nécessité de visites fréquentes dans les installations. Le Secrétariat contribuera à assurer la sécurité des produits de santé de base pour éviter les ruptures de stock d’ici la fin de 2020 ou le début de 2021. Pour la tuberculose en particulier, le Secrétariat explorera quelques approches innovantes pour rétablir le diagnostic, le traitement et la prévention, tels que les tests simultanés TB/COVID-19 et la recherche des cas contacts TB/COVID-19. Pour le paludisme, il s’attachera en priorité à combler les lacunes dans la couverture géographique actuelle de la distribution de routine et de la campagne de moustiquaires imprégnées d’insecticide, de SMC et de pulvérisation intradomiciliaire d’insecticides à effet rémanent.

Pour faire face aux risques dans les chaînes d’approvisionnement en produits de santé, le Fonds mondial a prolongé la période d’exception pour la livraison “dans les temps” des commandes de 90 à 180 jours après la fin de la période de mise en œuvre de la subvention. (Par le passé, toutes les commandes devaient être livrées avant la fin de la période de subvention pour être éligibles aux paiements du Fonds mondial. Cette période d’éligibilité a été prolongée de six mois. Pour la plupart des pays, la subvention actuelle se termine en décembre 2020. Dans certaines circonstances, ils peuvent encore payer certains produits reçus avant juin 2021). Cette période a été prolongée pour tenir compte des délais plus longs dus à la COVID-19. Le Secrétariat a également adopté une flexibilité accrue en matière d’assurance qualité avant expédition.

La plupart des pays ont mis en place ou prévoient de mettre en place des mesures supplémentaires pour atténuer les risques fiduciaires et financiers existants ou supplémentaires. Le rapport a donné quelques exemples, dont un recours accru aux agents locaux de fonds (LFA) pour examiner les principaux processus de passation de marchés pour tous les achats autres que ceux du secteur de la santé et superviser les sous-bénéficiaires ; un recours accru aux paiements mobiles, aux transferts indirects de

fonds et à la mise en commun des achats d'EPI.

Pour le suivi et l'évaluation, le rapport a énuméré peu de mesures d'atténuation, les enquêtes ayant été reportées ou retardées en raison des restrictions de la COVID-19. Le rapport a noté la possibilité de mobiliser l'assurance qualité et l'assistance technique à distance pour la collecte et l'analyse des données pour les enquêtes ou études en cours.

En ce qui concerne la protection des droits humains, le Secrétariat mettra l'accent sur une approche de la lutte contre les trois maladies et la COVID-19 qui soit fondée sur les droits humains, et qui tienne compte de la dimension de genre.

La nécessité de s'adapter à la "nouvelle normalité »

Le rapport reconnaît l'impact très négatif de la COVID-19 sur les pays donateurs et les pays de mise en œuvre. La COVID-19 a provoqué une récession mondiale, qui réduira probablement les ressources nationales consacrées à ces trois maladies.

Les perturbations liées à la COVID-19 ne sont pas temporaires, et l'institution doit donc s'adapter à la "nouvelle normalité". Le partenariat avec le Fonds mondial risque de ne pas atteindre les objectifs du programme. Dans certains pays, les fonds seront l'objet d'"abus" ou détournés en raison des pressions financières accrues, alors que le Fonds mondial débourse des fonds dans un contexte de contrôle réduit.

Le Secrétariat prévoit de mettre à jour ses outils de gestion et d'atténuation des risques, y compris les mécanismes d'assurance. Il s'appuiera davantage sur les données les plus récentes concernant les indicateurs de production, de couverture et de résultats, en particulier ceux qui ont été le plus touchés par la pandémie.

L'appétit croissant du Fonds mondial pour le risque permettra à l'organisation de continuer à poursuivre ses objectifs dans un environnement plus risqué.

Le document GF/B44/16 du Conseil d'administration sera bientôt disponible à l'adresse suivante <https://www.theglobalfund.org/en/board/meetings/44>

Ressources additionnelles:

- - Rapport de StopTB (en anglais): [The impact of COVID-19 on the TB epidemic: A community perspective 2020](#)
 - [Seasonal malaria chemoprevention \(SMC\)](#)

[Read More](#)
